

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr. ....  
LIMITÉE  
T/AC.41/SR.9  
2 juillet 1951  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

DOCUMENTS  
INDEX UNIT

MASTER

6 JUL 1951

Neuvième session

COMITÉ AD HOC POUR LES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA NEUVIÈME SÉANCE

Tenue à Flushing Meadow, New-York,  
le mercredi 20 juin 1951, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de premier rapport du Comité ad hoc pour les pétitions (T/AC.41/L.2, T/908, T/PET.11/32, T/PET.11/15, T/PET.11/19, T/PET.11/21, T/PET.11/24, T/PET.11/32) (suite).

PRESENTS

<u>Président</u> :	Le prince WAN WAITHAYAKON	Thaïlande
<u>Membres</u> :	M. IESQUIRE	Argentine
	M. WENDELEN	Belgique
	M. STRONG	Etats-Unis d'Amérique
	M. SCOTT	Nouvelle-Zélande
	M. SOLDATOV	Union des Républiques socialistes soviétiques

Egalement présents :

M. de HOITE-CASTELLO	Colombie, membre du Conseil consul- tatif des Nations Unies pour le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne
FADEL Bey	Egypte, membre du Conseil consultatif
M. CARPIO	Philippines, membre du Conseil consultatif
M. della CHIESA	Italie
M. FORMARI	Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne

Secrétariat : M. RAPOPORT

Secrétaire du Comité

PROJET DE PREMIER RAPPORT DU COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS (T/AC.41/L.2, T/908, T/PET.11/12, T/PET.11/15, T/PET.11/19, T/PET.11/21, T/PET.11/24, T/PET.11/32) (suite)

Le PRESIDENT invite le Comité à poursuivre l'examen des diverses résolutions et des observations y afférentes qui figurent au projet de premier rapport du Comité (T/AC.41/L.2).

Projet de résolution VI

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) propose d'insérer, dans le deuxième paragraphe du préambule, une phrase exprimant que le Conseil prend acte des assurances que le représentant spécial a données à une précédente séance du Comité au sujet du libre exercice du droit de réunion en Somalie.

D'autre part, il propose d'amender le deuxième paragraphe du dispositif afin de mettre plus en relief l'opinion exprimée par certains membres du Comité, d'après laquelle le Conseil de tutelle examine la question du droit de réunion dans le cadre de ses travaux et qu'il continuera à l'examiner, en tenant compte de tous les renseignements portant sur la question, y compris ceux que fournira le rapport de la Mission de visite qui doit étudier la situation lors de sa visite dans le Territoire. En conséquence, il propose de remplacer ce paragraphe par le texte suivant qui a un caractère plus général: "Décide d'informer le pétitionnaire que le Conseil de tutelle a examiné la question générale du droit de réunion et qu'il continuera à l'examiner dans le cadre de son examen annuel de la situation dans les Territoires sous tutelle." (traduction provisoire)

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de supprimer les mots "s'il est possible" qui figurent vers la fin du deuxième paragraphe du dispositif. Puisque l'amendement des Etats-Unis à ce paragraphe entraînerait la suppression de la phrase à laquelle s'applique l'amendement de l'URSS, M. Soldatov demande que cette phrase, telle qu'il vient de l'amender, soit mise aux voix séparément.

Répondant à une question de M. WENDELEN (Belgique), M. RAPOPORT (Secrétaire du Comité) déclare que l'itinéraire provisoire de la Mission de visite prévoit que celle-ci se rendra à Bender Kassim, localité située dans la partie septentrionale de la Somalie.

M. CARPIO (Philippines) regrette d'avoir à constater que le Comité montre depuis quelque temps une tendance à appuyer l'Autorité chargée de l'administration dans les controverses qui opposent celle-ci aux pétitionnaires, avant même d'avoir examiné tous les faits. C'est pour cette raison qu'il a été particulièrement satisfait de la disposition qui figure au deuxième paragraphe du dispositif et qui prévoit que la question faisant l'objet du différend sera soumise à une enquête par la Mission de visite, organe des Nations Unies qui s'occupera sur place de cette affaire. Cette méthode n'est pas seulement sage, mais encore elle est conforme aux principes fondamentaux de la justice.

Un droit fondamental de l'homme est en jeu et, aux termes de la Charte, le Conseil de tutelle est tenu de le protéger. Si tant est que le Territoire doive obtenir son indépendance dans un délai de dix ans, comme il est prévu, le Conseil, l'Autorité chargée de l'administration et les habitants du Territoire doivent faire preuve sans restriction d'esprit de coopération et de compréhension. Dans ces conditions, et compte tenu des responsabilités que lui a conférées la Charte, le Conseil doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser un règlement équitable des conflits de ce genre et pour suivre, dans des cas de ce genre, une procédure semblable à celle qui est prévue au deuxième paragraphe du dispositif. M. Carpio demande instamment aux membres du Comité de ne pas modifier les dispositions en question.

M. SERONG (Etats-Unis d'Amérique) est d'accord, en principe, avec le représentant des Philippines. Cependant, dans le cas présent, il semble qu'il n'y ait pas de controverse sur la question fondamentale et il n'est donc point besoin de procéder à une enquête spéciale.

M. WENDELEN (Belgique) appuie l'amendement du représentant des Etats-Unis.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de la Thaïlande, estime que le deuxième paragraphe est fondé sur les opinions de la majorité des membres du Comité selon lesquelles il serait inutile de procéder à une enquête spéciale sur un incident qui s'est produit il y a quelque temps et qui, selon le représentant spécial, semble avoir été réglé conformément aux règlements en vigueur. Dans ces conditions, il suffit de demander à la Mission de visite d'étudier simplement la question générale de la liberté de réunion.

Conformément à la demande faite par le représentant de l'URSS, le Président mettra aux voix séparément les deux parties du deuxième paragraphe du dispositif.

Le premier amendement des Etats-Unis au troisième paragraphe du préambule est adopté.

Par 3 voix contre 2, sans abstention, le deuxième paragraphe du dispositif, dans le texte proposé par le représentant des Etats-Unis est adopté.

Par 4 voix contre une, sans abstention, la proposition de l'URSS, tendant à inclure dans le dispositif un paragraphe prévoyant que la Mission de visite procédera à une enquête sur place au sujet de la pétition, est rejetée.

Par 4 voix contre une, sans abstention, le projet de résolution modifié est adopté.

M. SOIDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique qu'il a voté contre le projet de résolution parce que ce texte constitue une véritable moquerie à l'égard de la demande des pétitionnaires. La pétition porte sur l'un des droits fondamentaux de l'homme. Le moins que le Conseil pût faire pour s'acquitter des devoirs que lui impose la Charte eût été d'inviter la Mission de visite à étudier la manière dont sont protégés les droits et les intérêts des autochtones et à procéder notamment à une enquête sur cette violation flagrante des droits de l'homme. La délégation de l'URSS a formulé une proposition à ce sujet; cependant, le représentant des Etats-Unis et certains de ses collègues ont préféré adopter un texte anodin qui ne tend manifestement pas à mettre en oeuvre les dispositions de la Charte. Etant donné que la Mission de visite doit traverser la région où s'est produit l'incident, cette manière de procéder fera certainement douter les autochtones de la bonne volonté et de l'équité du Conseil. On a déjà dit à plusieurs reprises que le Conseil devait traiter plutôt de plaintes précises que de doléances d'ordre général. La pétition en cause contient précisément une plainte précise; or le Conseil ne ferait rien à son égard, montrant ainsi qu'il ne s'intéresse nullement au bien-être de la population du Territoire sous tutelle.



M. Soldatov demande que le rapport du Comité fasse état des vues qu'il vient d'exprimer et il se réserve le droit de soumettre au Conseil la proposition de sa délégation au sujet de cette pétition.

Le PRESIDENT explique qu'il a voté pour le projet de résolution sous sa forme amendée étant entendu, ainsi que le représentant des Etats-Unis l'a dit précédemment, que la Mission de visite examinera en tout état de cause la question générale de la liberté de réunion dans le Territoire sous tutelle et qu'elle fera rapport à ce sujet au Conseil.

M. WENDELEN (Belgique) fait observer que la déclaration du représentant de l'URSS a mis en lumière la divergence de vues fondamentale qui existe au sujet des attributions du Conseil. A son avis, le Conseil n'est pas un tribunal; ni le Conseil, ni la Mission de visite, qui ne doit d'ailleurs passer qu'une seule journée dans la région, ne seront en mesure d'étudier cette affaire comme il se doit. Le représentant de la Belgique a voté pour le projet de résolution amendé pour les raisons qu'il a déjà eu l'occasion d'exposer; cela ne signifie donc nullement qu'il porte au droit de réunion un intérêt moins vif que le représentant de l'URSS.

Le PRESIDENT invite le Comité à examiner les observations qui figurent dans le corps même du rapport (page 10). Ce texte sera modifié pour tenir compte des échanges de vues qui viennent d'avoir lieu et il fera notamment mention de la proposition de l'URSS.

La partie du rapport qui se rapporte au projet de résolution VI est adoptée.

#### Projet de résolution VII

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) estime que le Comité devrait remplacer le deuxième paragraphe du dispositif de ce projet de résolution par le texte suivant:

"Exprime l'espoir que les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration en vue d'atténuer la tension qui régnait en Somalie au moment où l'Italie a assumé l'administration du Territoire sous tutelle, ont été de nature à dissiper les appréhensions des pétitionnaires." (Traduction provisoire)

M. CARPIO (Philippines) dit que toute administration a le devoir de prendre les mesures nécessaires pour éviter que l'ordre public soit troublé et pour empêcher que les incidents ne se produisent à nouveau. Il estime donc au lieu de dire "les mesures", comme le propose le représentant des Etats-Unis dans son amendement, il faudrait dire "les mesures qui ont déjà été prises ou qui doivent être prises".

M. WENDELEN (Belgique) fait observer que l'amendement des Etats-Unis fait mention de la tension qui a existé au cours de l'été de 1950, tension qui a maintenant disparu. Il serait difficile, en bonne logique, d'incorporer à ce texte le sous-amendement du représentant des Philippines.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) partage les vues du représentant de la Belgique, mais déclare que, pour donner satisfaction au représentant des Philippines, on pourrait ajouter à la fin de son amendement initial le membre de phrase suivant : "et que la politique inaugurée par ces mesures sera poursuivie" (traduction provisoire).

Il accepte en outre une proposition du représentant de la Belgique tendant à remplacer le mot "inaugurée" par l'expression "caractérisée".

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il croit savoir que cinq personnes ont été contraintes de quitter Bur-Acaba après l'incident de Beidoa. Pendant leur absence de Bur-Acaba, leurs biens ont été pillés et les pétitionnaires demandent donc qu'on les leur restitue et qu'on empêche tout pillage à l'avenir. Le Conseil a le devoir d'enquêter sur les cas précis qu'on lui soumet et de s'assurer que les coupables soient appréhendés et punis, et que les personnes lésées reçoivent une juste réparation. Il ne croit pas que la déclaration d'ordre général qui fait l'objet du projet de résolution puisse donner satisfaction à la demande très précise des pétitionnaires.

M. WENDELEN (Belgique) fait observer que l'Etat n'est nullement tenu de réparer les dommages matériels survenus à des biens appartenant à des particuliers et que le Comité ne peut donc incorporer dans son projet de résolution le principe selon lequel l'Autorité chargée de l'administration devrait indemniser les pétitionnaires. Cependant il interprète le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution comme signifiant que les pétitionnaires ont le droit de demander réparation en justice à ceux qui leur ont causé des dommages.

Le PRESIDENT met aux voix l'amendement proposé par le représentant des Etats-Unis au deuxième paragraphe du dispositif.

Par 5 voix contre zéro avec une abstention, cet amendement est adopté.

Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution VII modifié.

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, ce projet de résolution est adopté. La partie du rapport qui se rapporte au projet de résolution VII (page 12) est adoptée.

#### Projet de résolution VIII

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) propose de renforcer le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution en remplaçant le mot "Note" par le mot "Estime"; d'autre part, il conviendrait de supprimer le deuxième paragraphe du dispositif qui est inutile.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution ainsi modifié.

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution est adopté.

#### Projet de résolution IX

M. WENDELEN (Belgique) estime qu'il serait préférable d'ajouter à ce projet de résolution un bref résumé des explications fournies par l'Autorité chargée de l'administration au sujet de chacun des six cas dont il est question (T/908).

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) appuie la proposition du représentant de la Belgique. A ce propos il propose un amendement au troisième paragraphe du préambule du projet de résolution et d'autres amendements au dispositif.



Le PRESIDENT déclare que l'examen de ce projet de résolution est ajourné pour permettre au Secrétariat de soumettre au Comité un texte révisé tenant compte des propositions du représentant des Etats-Unis.

Projet de résolution X

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique), se référant à la résolution VIII pour laquelle satisfaction a également été donnée à la demande des pétitionnaires, juge qu'il conviendrait de remplacer le mot "Note" par le mot "Estime" et de supprimer le deuxième paragraphe du dispositif.

Il en est ainsi décidé.

Répondant à une question de M. SCOTT (Nouvelle-Zélande), qui désire des précisions au sujet de la déclaration figurant dans la pétition (T/PET.11/24) et selon laquelle les pétitionnaires ne pourraient jouir de leurs biens, M. FORNARI (Représentant spécial) dit qu'il croit que les pétitionnaires ne se sont plaints que du fait qu'on retenait leur traitement. Il répète que les droits des pétitionnaires ont été confirmés et qu'ils reçoivent maintenant leur traitement mensuellement. L'Autorité chargée de l'administration a l'intention, bien entendu, de verser aux pétitionnaires le traitement qui leur est dû pour les quelques mois pendant lesquels il ne leur a pas été payé.

M. CARPIO (Philippines) demande si la déclaration qui figure à l'alinéa a) du paragraphe 3 du préambule, s'applique à l'ensemble du Territoire ou bien si elle ne se rapporte qu'à la région où habitent les pétitionnaires. Une autre pétition portant sur une affaire semblable a été récemment portée à son attention.

M. FORNARI (Représentant spécial) dit que cette déclaration s'applique à l'ensemble du Territoire, mais qu'elle ne signifie nullement que les tribus elles-mêmes ne peuvent pas remplacer leurs chefs par la suite, au cours d'une assemblée de tribu.

M. WENDELEN (Belgique) propose, pour tenir compte de la question soulevée par le représentant des Philippines, de remanier comme suit l'alinéa a) du paragraphe 3: "La politique de l'Administration italienne consiste à maintenir en fonctions tous les chefs qui, auparavant, recevaient un traitement.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution modifié.

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution est adopté.

Projet de résolution XI

M. WENDELEN (Belgique) estime que le mot "réparation" préjuge la question, car il semble indiquer qu'un tort a été commis. Il propose de le remplacer par une expression telle que "satisfaction".

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) propose de rédiger ce passage comme suit: "s'il désire qu'il soit donné satisfaction à ses réclamations".  
(Traduction provisoire).

Ce membre de phrase est adopté.

Répondant à M. WENDELEN (Belgique) qui désire savoir pourquoi le projet de résolution ne fait pas état de l'article 81 du règlement intérieur dont il a été question au cours de l'examen de la pétition, M. RAPOPORT (Secrétaire du Comité) explique que le Secrétariat s'en est tenu à la méthode qu'on a suivie précédemment pour régler les cas auxquels on a estimé que s'appliquait l'article 81. Dans tous ces cas, plutôt que de faire état de l'article 81, on a employé la formule "s'il désire obtenir réparation, il peut s'adresser aux tribunaux du Territoire".

Le PRESIDENT met aux voix la version A, modifiée.

Par 5 voix contre une, sans abstention, cette version est adoptée.

Le PRESIDENT met aux voix la version B.

Par 5 voix contre une, sans abstention, cette version est rejetée.

L'ensemble du projet de résolution modifié est adopté.

La séance est levée à 12 heures 45.